

FAITS SUR LE CAS WILLIE MC GEE.

ARRIERE-PLAN

WILLIE Mc GEE a 36 ans, est conducteur de camion de sa profession et père de 4 petits enfants. Il est un ancien combattant de la guerre anti-fasciste.

LE PRETENDU CRIME

Une blanche, Madame Troy HAWKINS, a prétendu qu'en Novembre 1945, elle a été assaillie, alors qu'elle se trouvait étendue sur son lit avec un enfant endormi à ses côtés. D'autres enfants et son mari se trouvaient dans une pièce avoisinante. Elle fut obligée d'admettre qu'elle n'avait pas crié au moment de la prétendue attaque et qu'elle eut lieu dans la nuit totale.

L'ARRESTATION

WILLIE Mc GEE fut arrêté le même jour à 50 Km. de l'endroit où se serait passé le prétendu crime. Il fut sequestré pendant 32 jours au cours desquels il fut battu et torturé jusqu'à "confession" obtenue de la police. Plus tard, il refuta cette confession en pleine audience du Tribunal.

LE PROCES

Le 1er procès eut lieu en décembre 1945, à ce moment là Mc GEE se trouvait dans l'impossibilité de parler à la suite des tortures subies et il fut transporté dans la salle du Tribunal où se trouvaient postés des soldats de l'état, armés de mitrailleuses. En dehors de la salle du Tribunal des fanatiques du Ku Klux Klan hurlaient exigeant sa vie et le menaçaient de lynchage si une sentence de mort n'était pas prononcée. Après exactement deux minutes de délibérations, un jury acheté, composé entièrement de blancs, déclarait Mc GEE coupable. La sentence : la mort. Grâce à la pression populaire, un Tribunal plus important revisa la sentence se basant sur le fait que le lynchage avait porté préjudice au verdict.

Le 2ème procès de novembre 1946 fut arrêté à cause de l'arrivée dans la salle du Tribunal d'une meute de lyncheurs. Le procès fut repris ailleurs sous la surveillance de centaines de policiers armés. Un deuxième jury composé de blancs déclara à nouveau Mc GEE coupable. Sentence : mort. A nouveau la pression populaire obligea un Tribunal plus élevé à reviser le verdict. Cette fois en se basant sur le fait qu'aucun noir ne faisait partie du jury.

Le 3ème procès en Mars 1948 ne fut que la répétition du 2ème et du 1er procès. Les avocats de Mc GEE furent menacés de mort s'ils continuaient à le défendre. Ils demandèrent la protection des officiels de l'Etat. Lorsqu'elle fut refusée, il leur fallu partir rapidement pour sauver leur vie, ceci avant la fin du procès. Sentence : Mort.

LE PEUPLE DEFEND WILLIE Mc GEE

Par 4 fois en 5 ans, le peuple a réussi à retenir la main du bourreau. En dernier lieu, en Juillet 1950, une forte délégation venant de tout le pays se rendit à Jackson, capitale de l'état du Mississippi. La délégation fut attaquée par des éléments du Klu Klux Klan et par la police et un nouvel essai fut fait en vue de lyncher Mc GEE, mais la délégation fit preuve de courage et réussit à sauver Mc.GEE. En Juillet, le Gouverneur de l'état fut obligé d'admettre qu'il a reçu plus de 14.000 protestations, "venant du monde entier" y compris de Chine et de Tchecoslovaquie!.

I Aout 1950

RESOLUTION.

Le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix, a adressé à l'Ambassade des Etats-Unis à Paris, une lettre de protestation contre le verdict raciste condamnant à la peine de mort le jeune démocrate noir Américain WILLY MAC CREE.

Accusé de viol, MAC CREE, victime d'une odieuse machination des racistes Américains, a été torturé et condamné sans avoir pu se défendre.

Déjà la campagne Mondiale déclanchée sur l'initiative du Congrès des Droits Civiques Américains, a permis d'obtenir un sursis de 90 jours à l'exécution, qui devait avoir lieu le 27 Juillet.

Le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme, et pour la Paix, enregistre avec satisfaction ce premier résultat de l'action de masse.

Mais il faut arracher MAC CREE à la chaise électrique. C'est pourquoi le M.R.A.P. appelle tous les antiracistes de France qui n'ont pas oublié les horribles méfaits du racisme durant l'occupation nazie, à intensifier l'action en faveur de MAC CREE.

Il faut que le Gouvernement des Etats-Unis comprenne que l'opinion mondiale s'insurge contre le renouvellement des méthodes hitlériennes.

Il faut que des centaines de lettres parviennent à l'Ambassade des Etats-Unis, réclamant la libération de MAC CREE.

Le Secrétariat du M.R.A.P.

RESOLUTION

Le jeune Noir américain WILLIE Mc GEE de Jackson (Mississippi) détenu depuis plus de 5 ans sous l'inculpation classique du "viol" d'une femme blanche, est menacé de mort à nouveau.

Le secrétariat du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix, qui mène la campagne contre toutes les menées racistes, fait un pressant appel à tous les hommes et femmes de coeur.

Vous qui avez souffert du racisme et de l'occupation, ne laissez pas mourir WILLIE MC GEE, victime de l'hystérie raciste qui sévit en Amérique.

Envoyez délégations, télégrammes, motions, pétitions, résolutions à l'adresse du Président TRUMAN, de l'Ambassadeur des U.S.A. à Paris, pour clamer votre volonté de ne pas laisser s'accomplir un nouveau crime.

LE SECRETARIAT DU MOUVEMENT CONTRE LE
RACISME, L'ANTISEMITISME ET POUR LA
PAIX - 10, rue de Chateaudun - Paris 9°



CIVIL RIGHTS CONGRESS

SUITE A • 23 WEST 26th STREET • NEW YORK 10, N. Y. • MURRAY HILL 4-6640

WILLIAM L. PATTERSON
National Executive Sec'y

February 23, 1951

Le Mouvement contre le Racisme, l'antisemitisme
et pour la Paix
c/o "DROIT AND LIBERTE"
Paris, France

Dear Friends:

We enclose some material on the Willie McGee case, which will show you that this case is identical with that of the Martinsville Seven, and one on which we know you will want to put your full force and energy into. The material will give you an idea on what actions will be taking place in the United States, but we would like to indicate some of our thinking on what activities and timing in other countries would be most effective.

1. We would like to suggest that all possible demonstrative actions be carried on during the days we have designated as McGee days (March 16,17,18,19)
2. We want to suggest an idea, which, if it is within your possibilities, would be of great significance in the United States, and that would be a campaign of letter-writing to people, any people, in the United States, similar in reverse (in all ways in reverse) to the letter-writing campaign of certain American people to friends and relatives in Italy at the time of their election. Such letters would not have to propose any action on the part of the people receiving them. It would be sufficient that they show the concern of people of other countries that Willie McGee should not die.
3. We suggest the great value, if time permits, of small committees in each country of leading cultural, union, church and governmental figures on the single issue: "Willie McGee Must Not Die!" Such committees, if time permits, could become a world committee. On the question of time, you should know that if victory is obtained on or prior to March 20th, it is very improbable that it will be a permanent victory. It is likely to be only a two, three or four-month delay while some court passes on the legal aspect of the case. While you should not make any of your plans depend on the possibility of a delay, still you should be prepared to use such a delay to enable you to complete actions which could not be completed on March 20th.
4. We are trying to make clear this time the responsibility of President Truman and the Government of the United States if Willie McGee is put to death. The main pressure of the campaign in the United States is directed to President Truman. Consistent with this direction that we are maintaining in our protest movement, we feel it would be best if expressions from other countries could be channeled through the United States embassies or consulates.

You should be informed that we now have a committee at work preparing a statement for presentation to the United Nations which will establish with great documentation the existence of genocide in the United States practiced by the Government against the Negro people.

With the best of fraternal regards,

Sincerely yours

AUBREY GROSSMAN, Nat'l. Organizational
Secretary

The Case of Willie McGee

A Fact Sheet Prepared by the Civil Rights Congress

UNEQUAL JUSTICE

In Virginia, where seven Negroes from Martinsville were recently executed for the alleged crime of rape, no white man has ever been sentenced to death for this crime. Since 1908, 51 Negroes have been executed for rape. Similarly, in Mississippi, Negroes are "legally" sent to their death while white men convicted of rape get off with prison sentences or less. Further, rape by a white man of a Negro woman generally goes unpunished, no matter how terrible the crime. Even if such a crime involves a young child, the death penalty is never meted out to a white attacker. Within the context of this historical background, the McGee case must be viewed as a typical example of unequal justice.

THE PRESENT ISSUE

An innocent Negro, Willie McGee, is scheduled to die in the electric chair on March 20th in the town of Laurel, Miss. In this state a portable electric chair is used in order to hold electrocutions in the town where the alleged crime was committed.

THE MAN

Willie McGee, 36, is the father of four children, the eldest 11 years old. At the time of his arrest, he was working as a truck driver.

THE ALLEGED CRIME

A white woman, Mrs. Troy Hawkins, alleges that at 4 a.m., Nov. 3, 1945, she was assaulted as she lay in bed with a sick child asleep at her side. She did not cry out, she claimed, so as not to awaken her children and husband, asleep in an adjoining room. The alleged rape took place in total darkness. Mrs. Hawkins identified her attacker only as having "kinky hair" and wearing a tee-shirt. There were no signs of a struggle.

THE ARREST

Willie McGee was seized 30 miles from the scene of the rape that same day. He was held incommunicado for 32 days, during which police elicited a "confession" which McGee later repudiated, explaining that he signed it in order to remain alive. Speechless and helpless, he was carried into court after his 32-day incommunicado period and immediately went on trial.

THE TRIALS

First: On Dec. 6, 1945, while state militia armed with machineguns surrounded the courtroom and a hostile lynch mob threatened to kidnap McGee, attorneys pleaded for a delay so that McGee could recover from shock. This plea, and another to move the trial away from its mob-violence atmosphere, was denied. An all-white jury and judge convicted McGee after exactly two minutes of deliberation. Sentence: death.

The National Federation for Constitutional Liberties, now merged with CRC, intervened to appeal the case to the Mississippi Supreme Court. On June 10, 1946, the court unanimously threw out McGee's conviction and ordered a new trial on grounds that lynch atmosphere had unduly prejudiced the trial.

Second: On Oct. 7, 1946, as 100 militiamen tried to hold back a tense mob, the judge at McGee's second trial excused himself from the case and was replaced. So tense was the atmosphere that this second judge was forced to move the trial to Hattiesburg, Miss. McGee was spirited past a shouting mob and on Nov. 4, 1946, was found guilty by another all-white jury in Hattiesburg after a four-day trial. Sentence: death.

Again CRC stayed the execution by an appeal to the Mississippi Supreme Court which, on Feb. 9, 1947, again reversed McGee's conviction and threw out the original indictment on grounds that it had been brought by a grand jury from which Negroes were excluded. But a new district attorney in Laurel had just been elected on a campaign of rushing McGee to the chair.

Third: On March 3, 1948, after being re-indicted, McGee was retried before another all-white jury. Informed that they were in danger of mob violence, McGee's attorneys applied to the judge for protection. He refused to guarantee their safety and they were forced to flee, on peril of their lives, before the trial ended. Verdict, brought by a jury after 58 minutes: guilty. Sentence: death.

Scant hours before his scheduled electrocution, the CRC again saved McGee from death with an appeal to the U.S. Supreme Court. When the court refused, on Oct. 10, 1949, to take the case, CRC attorneys applied for a reconsideration of the appeal. The court rejected this on May 15, 1950.

ORDER ADDITIONAL FACT SHEETS AT 3¢ EACH FROM C.R.C., 23 W. 26th St., N.Y. 10, N.Y.

(THE TRIALS continued)

Once more Willie McGee's execution date was set, this time for July 27, 1950. Following world-wide protests and a dramatic delegation to the state capitol at Jackson, Miss. (see below), Supreme Court Justice Burton issued an eleventh-hour stay of execution to permit a new appeal by CRC. This the court subsequently refused in January of this year. On Feb. 3, 1951, the Mississippi Supreme Court set McGee's execution date at March 20th.

THE REAL STORY

Hitherto-unrevealed, new evidence is being presented by CRC attorneys in the coming legal appeals. Lawyers will present data to substantiate charges that: (1) Mrs. Hawkins and McGee maintained a relationship for several years prior to the alleged rape; (2) Mrs. Hawkins refused to release McGee from the relationship and stymied his attempts to free himself by threatening to cry rape and bring down a lynch mob on McGee's head; (3) the relationship was well known in the community, thus moving white supremacists to press feverishly for McGee's death; (4) Mrs. Hawkins lied when she claimed never to have seen McGee before the alleged rape.

This evidence has not been revealed before, even to CRC, because McGee's lawyer advised him that if the truth were told, McGee would be lynched immediately. The unwritten law of the white-supremacist South is this: a Negro who has relations with a white woman must die.

THE VICTIM'S WIFE

Throughout his six-year existence between life and death, Willie McGee has had the strong support of his wife, Rosalee, who never once wavered in her determination to free him from a vicious frameup. Speaking tirelessly on CRC-sponsored tours and at meetings, issuing moving appeals for support, Mrs. McGee has also had the responsibility of keeping her family of four together.

In her efforts to keep a job she has been discriminated against and mercilessly exploited by employers who took advantage of her because she was a marked woman, the wife of a man whose frameup has stirred international protest. With the help of CRC's Prisoner's Relief Committee, which assists the families of all jimcrow and political prisoners, Mrs. McGee has been able to continue her struggle with undaunted courage and loyalty. She is now available for speaking engagements.

THE MASS CAMPAIGN

Mobilized by CRC, a tremendous wave of public protests was aroused around the Mississippi frameup. From every country of the world, from

most of the U.S., from people in all walks of life, from trade unions and religious groups, workers, civic leaders and professionals came wires, letters and resolutions of strong protests.

THE JACKSON DELEGATION

Highlighting CRC's determination to save McGee's life was a dramatic delegation composed of Northern and Southern men and women from 10 states who met in Jackson, Miss. during July, 1950, to urge Gov. Fielding Wright to free Willie McGee.

Members of the delegation and newsman Stephen Fischer of the Daily Compass were attacked and beaten by mobs incited by the local newspaper. Among the determined men and women of the delegation were Aubrey Grossman, national organizational secretary of the CRC and Sidney Ordower, Progressive Party candidate for senator in Illinois, both badly beaten; Mrs. Winifred Feise, a New Orleans white woman who gave the lie to white supremacist lynchers by refusing to "let them hide their crimes behind the skirts of southern white womanhood", and Prof. Gene Weltfish, of Columbia University, internationally-known anthropologist who laid bare the social causes of the great "rape myth".

The delegation had previously obtained an appointment to see the Governor. When they arrived for it they found he had set up a public hearing in the Chambers of the State Assembly, to which were personally invited all the important people of the State, and which was covered by an array of Southern newspapermen.

Within the two and a half hours allotted to the delegation for their presentation, various delegates shattered the flimsy frameup structure which was the legal basis for the judgment of execution. Moreover the delegation explained the real reason for such frameups and death sentences. It pointed out that such frameups naturally grow out of the system of discrimination and segregation which characterizes, but is not limited to the South; that such frameups are related to the almost complete disfranchisement of the Negro people who constitute 49% of the population of Mississippi; that it was no accident that Congressman Rankin, who comes from Mississippi, is the most articulate and vicious spreader of the Big Lie that Negroes are criminals and rapists; and that the old-type lynching has merely been supplanted by the just-as-common legal lynching, of which the McGee case is a typical example.

THE LYNCH SPIRIT IN MISSISSIPPI

Twice attempts have been made illegally to lynch Willie McGee. He faces such a threat today, especially if his legal battle shows signs

(LYNCH SPIRIT continued)

of succeeding. The authorities must be forced to guarantee his personal safety.

Threats of violence also hang over the heads of any of McGee's defenders who go into Mississippi. The influential Jackson Daily News, which in July of 1950 stirred up the beatings of CRC delegates, is today calling in no uncertain terms for greater violence. One editorial states: "Any lousy, conscienceless lawyer who seeks to defeat the ends of justice in the Willie McGee case should be branded as a public enemy and treated as such." Another editorial headed "NOT SAFE FROM NOW ON" warns that the personal safety of McGee's defenders will not be guaranteed. In a vicious racist diatribe against a Negro editor in Jackson, the News threatens not to let his past work with CRC in the McGee case go "unnoticed". Such a remark, in the South, needs no further amplification to Negroes living in daily terror.

THE RESPONSIBILITY

Gov. Fielding L. Wright, of Mississippi, can be charged with an intractable determination to see Willie McGee killed. He has publicly refused to hear any protests on the frameup. More important, although he has the power to pardon McGee or free him immediately, Wright has steadfastly refused to do so. Considered the "brains" of the Dixiecrat movement, Wright ran as its vice-presidential candidate in 1948; his Jackson capitol is headquarters for the Dixiecrat newspaper. Although Wright represents an open attempt to suppress the Negro people, recent developments in the Martinsville Seven Case, where Virginia's governor and courts refused equal justice to Negroes, make it clear that Wright

The reaction of the Dixiecrat South to efforts by progressive Americans to end the centuries-long persecution of Negro Americans is extremely alarming. Threats of force and violence against those who would dare to enter Mississippi, there to question its "due process" in the case of Willie McGee, are openly made by the press.

This, of course, is understandable. Dixie lynch law has mapped out and pursued its murderous course without serious challenge for more than three-quarters of a century. But this continued violation of the Constitutional liberties, civil and human rights of Negro Americans today menaces the foundations of free government and impinges upon the very peace of the world.

That fact gives the case of Willie McGee its national and international significance.

--William L. Patterson
Executive Secretary, CRC

speaks for the entire South, not merely the Dixiecrat movement.

The U.S. Supreme Court, in thrice refusing to save McGee from death, condones Mississippi's crime of government and takes part in it. President Truman has direct authority under the Federal Civil Rights Act to order his Attorney-General to intervene on McGee's behalf. Since all legal action to save McGee will continue in federal courts, Truman can further instruct his Attorney-General to appear on McGee's behalf in these courts, as the federal government has sometimes done in the past. The federal government, which can sanction or overturn McGee's "legal lynching," has joined with Mississippi, as it did with Virginia in the Martinsville case, to perpetrate a crime against the Negro people.

THE MEANING-THE LESSONS OF MARTINSVILLE

Unlike most Northern states, the South views rape as a racial crime involving the "pollution" of the white race. Race murder based on such a theory is genocide, exactly paralleling Hitler's racist mass murder of the Jewish people. Whether committed with wholesale rapidity, as in the case of Nazi Germany, or by slow, steady degrees, genocide is clearly defined by the Allied War Criminal trials at Nuremberg and later by the UN Declaration of Human Rights. Slow race murder by legal and illegal lynching of the Negro people is, within these definitions, clearly genocide.

Illegal lynching has decreased in the face of vigorous opposition. But "legal" lynchings like those of Martinsville or the attempts on McGee, Mrs. Ingram and the Trenton Six, have supplanted mob violence as part of an official government policy of terror. Legal lynchings are perpetrated by the police arm of the government's administrative branch, upheld by the legislative branch which refuses to outlaw jim crow terror, and allowed to continue by the judicial branch which declines to intervene.

The policy of legal lynching is not peculiar to the South, as witness the Trenton Six case. It is not solely a state matter; for example, Lt. Leon Gilbert was persecuted by the federal government, whose FBI also repeatedly uses federal laws to extradite Negroes to legal lynchings in the South.

The Jackson, Miss., Daily News, spokesman for those forces who demand the death of Willie McGee as they urged the lynching of the Martinsville Seven, unwittingly reveals why we have reached that stage of jim crow terror in which seven Negroes can be summarily executed in the face of world protest. It stated: "The big business of the nation today is preparing for war." Referring to McGee's defenders, the News then asked rhetorically: why ship troops to Korea when we can do our killing right here?

THE STAKE OF LABOR

Laurel, Miss. where the alleged rape occurred, is an industrial town. Situated there is one of the plants of the giant Masonite Corporation employing some three thousand workers. For many years the workers in this plant have been organized in a union presently affiliated with the International Woodworkers of America. Despite their observance of local custom by breaking up the workers into a white and a Negro local union, these white and Negro workers have, in the past, achieved a large measure of unity and cooperation. That is why three or four years ago the workers in this plant had not only a strong, solid union but also, it is said, the best wages and working conditions in the South.

Then the ownership of the Masonite Corporation began to see and use the possibilities afforded it by the lynch hysteria which was created around the Willie McGee case. Obviously, it is not possible to have anti-Negro lynch spirit in a community, resulting in two attempted lynchings, and at the same time continue the kind of cooperation in the factory between white and Negro workers that is needed to keep the union unified and strong.

So, as was to be expected, the wages and other conditions of workers in the Masonite plant did not continue to improve as they had in the past. No longer were the working conditions in Laurel better than the rest of the South. The union began to have to fight for its very existence. Just before the CRC delegation went to Jackson last year, the union ended a fruitless six-month long strike which achieved none of its objectives because the employer used community lynch spirit to try to smash the union. In January of this year the union had to go out on strike again -- this time in an effort to

bridge the tremendous gap between wages paid in Laurel and in another of the company's plants in California.

The cooperation of Negro and white workers is a source of great strength to unions everywhere. Looked at conversely, the development of antagonism between workers based on their race or color weakens unions, leads to their destruction, and (as illustrated in the drive to organize the South) prevents their organization in the first place. Thus unions, in their own interest, must fight against legal lynchings in general and on behalf of Willie McGee in particular.

THE ACTION....

1. Demand of President Truman that he order his Attorney General to use the Federal Civil Rights Act to save Willie McGee's life and secure his freedom. Order him also to intervene in all court proceedings on his behalf.
2. Demand that Governor Fielding Wright, Jackson, Miss. stay the execution and issue a complete pardon to McGee.
3. Set up everywhere, in all kinds of groups, Committees to Save Willie McGee. There should be trade union committees, church committees, student committees, etc.
4. Call upon all public officials (with special attention to seeing or telephoning Congressmen and Senators) to demand that they communicate with Truman and Wright and publicize what they have done.
5. Get resolutions adopted, circulate petitions, and get tens of thousands of people to telephone, wire, or write Truman and Wright.

Civil Rights Congress,
23 W. 26th St.,
New York 10, N.Y.

I wish to join in the nation-wide fight to save the life of Willie McGee. Will you send me (please indicate quantity):

leaflets petitions additional fact sheets at 2¢ per copy

I wish to become a member of the Civil Rights Congress, the leading national organization fighting to save the life of Willie McGee. Enclosed please find \$1.00 for my 1951 membership.

I wish to support the defense of Willie McGee. Enclosed please find my contribution.

(Name) _____

(Address) _____



A PROGRAM OF ACTION TO SAVE WILLIE MCGEE

February 22, 1951

INTRODUCTION--

This program contains only the broad outlines of the campaign, and the general goals. Though it specifies a number of activities, it is certainly not intended to be a straitjacket. The experiences and the imagination of those who are fighting for the life of Willie McGee will inevitably produce many dramatic and effective forms of activity not suggested here.

What is important is that things be done. Their sponsorship is of no importance. Many actions and committees will be sponsored by the Civil Rights Congress. Others by other organizations. Still others will be carried out by new, temporary organizations which are set up simply to act on the McGee case.

One limitation, however, must be placed on what would otherwise be unplanned and uncoordinated action. All committees and actions should lead to the support of the major national action.

It will be noted that this program contains big and little actions. What must be understood is that the little actions will lay the basis for the big actions. Moreover the sum-total of the little actions will amount to big actions. Two illustrations: Filling a petition might seem a little action; but a national total of 250,000 or more signatures will be a big action. A roving picket-line, or street-corner petition tables might not seem like a big action, but when it takes place simultaneously with similar action in a hundred other cities its quality changes, and it becomes a big action.

PETITION CAMPAIGN--

This is the foundation of the whole program of action.

The national goal is 250,000 signatures.

Unions must take the petitions into the factories, mills and shops and secure thousands of signatures. International unions must send petitions to their local unions. There is certainly no objection if union committees or individual unions desire to print their own petitions. The goal for signatures obtained in the factories and shops is 100,000 signatures.

Churches must circulate petitions in the churches before and after services. This will be most effective if it is part of a plan adopted by a local ministerial association, by which a certain Sunday is designated on which petitions will be circulated to every church. The goal for signatures obtained in churches is 100,000 signatures.

Tens of thousands of signatures will be obtained by setting up tables and booths on busy street corners, with appropriate leaflets and signs -- and also by house-to-house canvassing.

ACTIONS BY ORGANIZATIONS--

It is obvious that the short time allowed for this campaign requires reaching people primarily through their organizations, instead of individually. There is almost no organization which cannot be moved to official actions on the McGee case. So everyone must raise this question in every organization to which he belongs, and must speak to organizations to which he does not belong.

--more

TRADE UNION COMMITTEES---

There will be an independent national trade union committee to save Willie McGee. In many communities there will also be local committees. The functions of these committees is to reach (by mail, by speakers and by other forms of individual contact) all unions to request their action on this case. There is no union or union leader who should not be approached.

Unions should be asked to: (1) take action and notify the appropriate public officials; (2) notify all their members, secure their signatures on petitions, and request them to individually phone, wire or write the appropriate public officials; (3) communicate with their local unions (if dealing with a national union) and with their national organization and other locals (if dealing with a local union); (4) send official delegates, or observers to participate in the major national action; (5) consider the possibility of forms of action of a trade union character such as brief work stoppages during which petitions might be circulated, speeches given on the case, or prayer vigils held.

The goal should be 1,000 local unions to defend Willie McGee.

CHURCH COMMITTEES---

There should be an independent national church committee to save Willie McGee. In many communities there will also be local committees. The function of these committees is to reach all churches (not neglecting to reach the white church, as has been done in the past) with mail or by personal contact.

Churches should be asked to: (1) circulate petitions in the churches; (2) arrange prayer meetings and prayer vigils; (3) send official delegates or observers to participate in the major national action; (4) request their minister to serve on local and national church committees.

The goal should be 3,000 ministers participating in church committees to defend Willie McGee.

OTHER COMMITTEES---

Similar national and local committees can be set up among any section of the people, but particular emphasis is suggested among students and cultural workers.

LITERATURE---

Civil Rights Congress has already printed: a Fact Sheet (cost 3¢); a Petition (free); and a Brochure (cost 3¢ or \$2 per hundred). These should be used, plus additional material that other organizations will undoubtedly publish.

MAJOR NATIONAL ACTION (March 16,17,18,19)---

The place of the major national action will be Washington, D.C., seat of the Federal Government which has full power to save the life of Willie McGee and put an end to the system by which the death penalty is reserved for Negroes in Mississippi and other southern states.

--MORE

MAJOR NATIONAL ACTION (continued)

All organizations who want to help save the life of Willie McGee are asked to send delegates or observers to Washington for this action. All individuals who have the same interest are asked to come also.

This call goes out to all, no matter how they may differ on any other question -- and no matter where they may be, whether it be California, Mississippi, New York, Maine or Florida.

The days established for this action are Friday, March 16; Saturday, March 17; Sunday, March 18; and Monday, March 19. Though not absolutely necessary, it is strongly recommended that the people who come should be prepared to spend this entire period in Washington.

The nature of the activities in Washington have yet to be worked out, but they will be announced no later than March 10th.

NATIONAL WILLIE MCGEE DAYS (March 16,17,18,19)

It is proposed that actions take place in every city and town of this country on the same four days that have been designated for the action in Washington, D.C. The form of these actions will be worked out locally, and in most cases will be selected from among the proposed local actions, listed below.

PROPOSALS FOR LOCAL ACTION

(1) work stoppages; (2) prayer vigils and prayers in the churches; (3) delegations to visit, or, in their absence, to phone U.S. Senators and Congressmen, to ask them to take the matter up with President Truman and Governor Fielding Wright; the same should be done with state and local committeemen of both political parties, and all public officials and legislative bodies; (4) parades, roving picket lines and auto caravans; (5) sidewalk booths and tables with petitions; (6) Telephone-to-Truman Days; (7) mass leaflet distributions; (8) radio programs; (9) advertisements in the newspapers; (10) campaign of letters and phone calls to people in Mississippi (see Mississippi Actions for further details).

MISSISSIPPI ACTIONS

Final determination has not been made upon the extent and nature of actions to take place in Mississippi, but certain decisions have been made.

There will be a delegation of white women which will spend a week or ten days in Mississippi, visiting and talking to all kinds of organizations and individuals, explaining why these women are concerned that Willie McGee shall not die and with the issue symbolized by his case.

Delegation of ministers will visit Mississippi to call upon ministers in Mississippi to explain why religious leaders and religious bodies are concerned that Willie McGee shall not die and with the issue symbolized by his case.

A campaign is to be developed to send letters into Mississippi to relatives, to friends, and to organizations or their leaders from affiliated organizations outside. For example, ministers will write to ministers of their denominations; unions will write to unions affiliated or not affiliated with them in Mississippi; newspaper publishers will write to publishers in Mississippi, etc.

#####

EXTRAITS DES PROPOSITIONS FAITES PAR LE CONGRES DES
DROITS CIVIQUES

- 1) Nous aimerions vous suggérer que toutes activités possibles de masse soient réalisées pendant les jours suivants: 16-17-18-19 Mars qui aux U.S.A. ont été désignés comme étant des journées pour sauver la vie de Willie Mc Gee et seront marquées par des manifestations de masse à travers les U.S.A., y compris des arrêts de travail, etc.
- 2) Nous aimerions suggérer une chose qui si elle était réalisable, aurait une signification importante aux Etats Unis, c'est à dire une campagne de lettres personnelles adressées à des parents, des amis, etc aux Etats Unis, soulignant la volonté du peuple français de ne pas voir mourir Willie Mc Gee.
- 3) Nous suggérons aussi la grande valeur qu'aurait, si le temps le permet, la création de petits comités dans chaque pays, composés de personnalités éminentes de la culture, des syndicats, de l'église, et du gouvernement sur le seul mot d'ordre: "Willie Mc GEE ne doit pas mourir!" Si le temps le permet, de tels comités pourraient former un comité mondial. En ce qui concerne le temps, il est nécessaire que vous sachiez que si une victoire est obtenue jusqu'au 20 Mars, il est très peu probable que ce soit une victoire permanente. Il est probable qu'il s'agisse seulement d'un délai de deux, trois ou quatre mois pendant lequel le tribunal en viendra à l'aspect légal du cas. Alors que vous ne devez pas établir vos plans d'après la possibilité d'obtenir un délai, vous devez vous préparer à vous servir de ce délai pour vous permettre de mener une action totale (comme l'établissement d'un Comité Mondial, qui sans aucun doute ne pourrait être réalisé au 20 Mars).
- 4) Cette fois-ci, nous tâchons d'établir clairement quelle est la responsabilité du Président Truman et du Gouvernement des Etats Unis si Willie Mc Gee est exécuté. Aux Etats Unis, la principale pression de la campagne est dirigée vis à vis du Président Truman. Conformément à l'orientation que nous donnons à notre mouvement de protestation, nous pensons qu'il serait nécessaire et mieux si d'autres pays pouvaient se faire entendre par l'intermédiaire des Ambassades et des Consulats des Etats Unis.

FAITS SUR LE CAS WILLIE MC GEE

ARRIERE-PLAN

Depuis 1900, des milliers de Noirs innocents, en grande partie des jeunes, ont été lynchés (par le Ku Klux Klan et autres groupes fascistes) aux Etats Unis. Des milliers d'autres ont été envoyés à la mort sous la couverture de "procès" qui ont tenté de donner un aspect légal à ces crimes. Dans 80% de ces cas, les victimes ont été accusées de "viol de femme blanche". "Le Viol" est devenu l'excuse classique des lynchages. Jamais un ~~homme~~ blanc n'a été exécuté lorsque condamné pour viol. L'exécution des 7 de Martinsville a déjà été suivie par le meurtre de deux autres jeunes Noirs, dans des circonstances semblables!

.../...

LE CAS WILLIE MCGEE

Il doit mourir sur la chaise électrique le 20 Mars 1951, à Laurel, Mississippi. Il a 36 ans, est conducteur de camion de sa profession et père de 4 petits enfants. Il est un ancien combattant de la guerre anti-fasciste.

LE PRETENDU CRIME

Une blanche, Madame Troy Hawkins, a prétendu que le 22 Novembre 1945, elle a été assaillie, alors qu'elle se trouvait étendue sur son lit avec un enfant endormi à ses côtés. D'autres enfants et son mari se trouvaient dans une pièce avoisinante. Elle fut obligée d'admettre qu'elle n'avait pas crié au moment de la prétendue attaque et qu'elle eut lieu dans la nuit totale.

L' ARRESTATION

Willie McGee fut arrêté le même jour à 50 kilomètres de l'endroit où se serait passé le prétendu crime. Il fut sequestré pendant 32 jours au cours desquels il fut battu et torturé jusqu'à "confession" obtenue par la police. Plus tard il réfuta cette confession en plein audience du tribunal.

LES PROCES

Le 1er procès eut lieu en décembre 1945, à ce moment là McGEE se trouvait dans l'impossibilité de parler à la suite des tortures subies et il fut transporté dans la salle du Tribunal où se trouvaient postés des soldats de l'état, armés de mitrailleuses. En dehors de la salle du Tribunal des fanatiques du Ku Klux Klan hurlaient exigeant sa vie et le menaçaient de lynchage si une sentence de mort n'était pas prononcée. Après exactement deux minutes de délibérations, un jury acheté, composé entièrement de blancs, déclarait Mc Gee coupable. La sentence: la mort. Grâce à la pression populaire un Tribunal plus important révisa la sentence se basant sur le fait que le lynchage avait porté préjudice au verdict.

Le 2° procès ~~aux Etats Unis~~ en novembre 1946 fut arrêté à cause de l'arrivée dans la salle du Tribunal d'une meute de lyncheurs. Le procès fut repris ailleurs sous la surveillance de centaines de policiers armés. Un deuxième jury composé de blancs déclara à nouveau Mc Gee coupable. Sentence: Mort. A nouveau la pression populaire obligea un Tribunal plus élevé à réviser le verdict; Cette fois en se basant sur le fait qu'aucun noir ne faisait partie du jury.

Le 3° Procès en Mars 1948 ne fut que la répétition du 2° et du 3° procès. Les avocats de Mc Gee furent menacés de mort s'ils continuaient à le défendre. Ils demandèrent la protection des officiels de l'état. Lorsqu'elle fut refusée, il leur fallu partir rapidement pour sauver leur vie, ceci avant la fin du procès. Sentence: Mort.

LE PEUPLE DEFEND WILLIE MCGEE

Par 4 fois en 5 ans, le peuple a réussi à retenir la main de bourreau. En dernière lieu, en Juillet 1950, une forte délégation venant de tout le pays se rendit à Jackson, capitale de l'Etat du Mississippi. La délégation fut attaquée par des éléments du Ku Klux Klan et par la police et un nouvel essai fut fait en vue de lyncher Mc Gee, mais la délégation fit preuve de courage et réussit à sauver Mc Gee. En Juillet, le gouverneur de l'Etat fut obligé d'admettre qu'il a reçu plus de 14.000 protestations, "venant du monde entier, y compris de Chine et de Tchécoslovaquie".

quelques notes
LES RAISONS VÉRITABLES QUI SE CACHENT DERRIÈRE LES EFFORTS EN VUE
D'ASSASSINER WILLIE MCGEE-

1. Laurel, Mississippi est une ville où se trouve une usine qui employe 3000 ~~Negres~~ ouvriers Noirs et Blancs. Cette usine est contrôlée par le trust de construction Masonite. L'Unité entre les ouvriers Noirs et Blancs a permis de créer un syndicat au sein de l'entreprise. Les ouvriers ont obtenu à peu près les meilleurs salaires qui se pratiquent dans l'industrie et dans le Sud qui est en retard économiquement. Il y a 5 ans, la compagnie essaya d'anéantir le syndicat. Elle se servit du cas de Willie Mc Gee pour diviser les ouvriers. Le résultat fut que les salaires tombèrent ~~express~~ jusqu'à devenir presque les plus bas de l'industrie. Les ouvriers de cette usine firent la grève pendant plus de 7 mois dans le courant de l'année dernière, pour défendre leur niveau de vie.

2. Le Daily News de Jackson (Mississippi) journal pro-fasciste du States Rights Party (Le Gouverneur Wright du Mississippi fut candidat de ce parti pour la vice-présidence du pays, au cours des dernières élections) a publié pendant des mois des éditoriaux qui ont ~~rendu~~ donné une "cause célèbre" de leurs efforts pour faire exécuter Mc Gee. Il a mentionné que le cas de Willie McGee ne peut plus être considéré comme une source politique étant ^{devenue} "aujourd'hui l'important travail de la nation est de préparer la guerre". Suivant les gens qui ont défendu Mc Gee, ce journal a demandé avec cynisme, "pourquoi embarquer des troupes pour la Corée, lorsque nous pouvons faire nos meurtres ici?"

Une station de radio du Mississippi a émit tout dernièrement une chanson, "Willie Mc Gee ne sera pas libre".

MOUVEMENT CONTRE
LE RACISME, L'ANTISEMITISME
ET POUR LA PAIX

Paris, le

SIEGE :
10, RUE DE CHATEAUDUN
PARIS (IX^e)

COPIE D'UNE LETTRE ENVOYEE A DES PERSONNALITES

Tél. : TRU. 00-87

Monsieur,

Nous nous permettons d'attirer votre attention sur plusieurs faits d'un caractère raciste, qui se déroulent actuellement aux U.S.A.

Malgré une protestation mondiale, les 7 Noirs de Martinsville ont été exécutés.

Six autres Noirs, inculpés d'un meurtre qu'ils n'ont pas commis, et condamnés à mort, comparaissent actuellement devant le Tribunal de TRENTON, et les premières nouvelles parvenues font craindre une fatale issue.

En même temps, un jeune Noir WILLY MAC GEE, inculpé du "viol" d'une femme blanche, quoiqu'il ait été prouvé que ce viol était impossible, doit être exécuté d'un instant à l'autre.

Cette vague de racisme suscitée une émotion considérable chez tous les Français, et ne peut laisser indifférente toute conscience humaine.

Connaissant votre attachement à toutes les causes justes, nous vous prions de bien vouloir prendre en considération les faits relatés, et de joindre votre voix à celles d'autres personnalités qui participent à cette grande campagne antiraciste.

Nous sommes certains d'agir en véritables amis du peuple américain, en dénonçant ces procédés racistes.

A vous lire, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

le secrétariat du M.E.A.P

Lisez " Les Cahiers du droit de l'Homme " revue d'idées et de combat.
Leur programme? Droits de l'Homme, Droits du Citoyen, Droits des Peuples.
Abonnements annuels : 300 francs. (Demander un numéro spécimen gratuit.)

2ème année - N° 20 bis

Le 14 mars 1951.

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME DEMANDE LA GRÂCE
DES NOIRS CONDAMNÉS AUX ETATS-UNIS

La Ligue des Droits de l'Homme s'émeut des condamnations à mort multipliées par des tribunaux américains contre des Noirs.

Après les sept exécutions capitales de Martinsville et le procès de Trenton, le cas de Willy Mac Gee, condamné depuis cinq ans et sur qui pèse toujours la menace de mise à mort, préoccupe l'opinion française.

Elle se demande si la culpabilité des condamnés, tous accusés du même crime, a été formellement prouvée ou si le préjugé anti-noir, malheureusement trop répandu aux Etats-Unis, n'a pas déterminé la conviction des jurés et la sévérité de leurs verdicts.

C'est pourquoi la Ligue des Droits de l'Homme souhaite, pour le maintien de l'amitié qui depuis bientôt deux siècles unit le peuple français au peuple des Etats-Unis, que, tout au moins, la grâce des Noirs condamnés et encore vivants soit prononcée.

16 Mars 1951

A Son Excellence
Monsieur l'Ambassadeur des U.S.A.
à Paris.
Avenue Gabriel
PARIS.

Monsieur l'Ambassadeur,

Les représentants des organisations ainsi que les dizaines de personnalités groupés dans un Comité Français pour la Défense des 6 Noirs de Trenton et de Willie MAC GEE, ont l'honneur de porter à votre connaissance la motion suivante, qui fut votée à l'unanimité le 15 Mars 1951.

" L'opinion publique française suit avec une angoisse accrue les événements concernant le jeune Noir MAC GEE, de Jackson (Mississippi) et les 6 Noirs de Trenton (New Jersey).

Encore sous l'impression très pénible de l'exécution des 7 Noirs de Martinsville, et ceci malgré le mouvement de solidarité qui s'est exprimé dans le monde entier, nous nous permettons de vous demander instamment, ainsi qu'aux autorités américaines, de ne pas laisser commettre de nouveaux crimes.

En amis sincères du peuple américain, nous suivons avec une peine croissante la recrudescence du racisme aux Etats-Unis.

C'est pourquoi, de tout coeur, et exprimant la volonté de millions de Françaises et de Français, nous vous demandons respectueusement de vouloir bien transmettre aux autorités de votre pays notre voeu de voir :

./...

./...

- a) accorder à Willie MAC GEE, une mesure de grâce et la revision de son procès.
- b) créer des conditions permettant aux 6 Noirs de Trenton de prouver leur innocence et d'obtenir ainsi leur libération.

En même temps, nous prenons la liberté de vous faire connaître l'indignation profonde qu'a suscitée en France la grâce accordée par les autorités américaines aux 7 criminels de guerre nazis, détenus à la prison de Landsberg (Bavière) qui devaient être exécutés le 15 Février 1951.

Les Françaises et les Français conçoivent mal une justice qui grâce des criminels de guerre, et qui exécute des victimes de la discrimination raciale."

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de notre haute considération.

**MOUVEMENT CONTRE
LE RACISME, L'ANTISEMITISME
ET POUR LA PAIX**

Paris, le 20 Mars 1951

SIEGE :
10, RUE DE CHATEAUDUN
PARIS (IX^e)

Tél. : TRU. 00-87

TELEGRAMME

Vincent AURIOL Président République Française
WASHINGTON U.S.A.

Mouvement contre Racisme, contre Antisemitisme et pour la Paix
sollicite votre généreuse intervention pour obtenir grâce de
Ma GEE - Stop -
Ainsi début votre voyage se marque par vie humaine sauvée.
Respectueusement, le Président André BLUMEL.

April 24, 1951

Le Secretariat Du M.R.A.P.
M.R.A.P.
10 Rue de Chateaudun
Paris IX, France

Dear Sir:

In reply to your letter of April 17th, I regret that we can do nothing to support you in bringing Madame McGee to Paris. We are not involved in this case.

McGee has had the benefit of every possible appeal under American law. I think that the propaganda in his favor has been exaggerated. I happen to be personally opposed to capital punishment, but it is still provided by a great many of our states and one cannot protest on that ground. There is no doubt that in our southern states black men are executed for the same crimes for which white men get lesser penalties. That is in essence the issue in this case. As you can see, it is not one of those "civil rights" with which we deal.

Sincerely yours,

Roger N. Baldwin

Roger N. Baldwin

American Civil Liberties Union
170 Fifth Avenue
New York, New York

A Letter from Albert Einstein

April 11th, 1951

The National Council of the
Arts, Sciences & Professions
49 West 44. Str.
New York City

Dear Sirs:

Friends have spoken to me about the efforts you are making to prevent the execution of Willie McGee. In the face of the evidence any unprejudiced human being must find it difficult to believe that this man really committed the rape of which he has been accused. Moreover, the punishment must appear unnaturally harsh to anyone with any sense of justice.

I feel the need to express my appreciation for what your and other organizations are doing. You are rendering an important service to the community at large by making it clear to all men of good will that even in our day the sense of justice and decency still persists and that the belief in the equality of all before the law is still alive in our people.

Sincerely yours,

A. Einstein.

Albert Einstein.

In the interest of equal justice, wire Pres. Harry S. Truman and Gov. Fielding Wright of Mississippi, *asking them to commute the death sentence of Willie McGee, scheduled May 8th.*

The National Council of Arts, Sciences & Professions, 49 West 44 Street, N.Y.C.

CO
1 OAK D.
only in
which Wash
OLD HAR
WALLINGF
NITIAO ST.
RITT PKW
Cocktail Lou
2 CONLE
Yankee
Continental
\$2.50. You
75 Newly D
cious Food
3 RED
RANT
"The Food
Specialties
Throughout
Sun.: 2 Br
Dinner, \$3
Cocktails.
4 WHI
4 miles
U. S. #7.
meals and
amid a set
Charm. Op
Sat. 9:30.
on the gro
5 THE
"for
ing"—Fin
originality
guished
Cocktail
Rdgld J
Rte. 7, 1
5 HE
Ric
Merritt
ing old
famous
25 years
Open ex
6 DO
ME
TO NO
ma. too
Why no
reminis
Tuesday
7 SH
Ex
Norwall
food—E
Eat—
Attrac
thentic



« Mon fils, Willie McGee, doit être électrocuté le 8 mai.
Il a été en prison pendant cinq ans; il a une femme et cinq
enfants. S'il vous plaît, s'il vous plaît, sauvez sa vie.

Sa mère : Bessie Mc GEE. »

HOWARD FAST
43 West 94 Street
New York 25, N.Y.

April 27, 1951

Mouvement contre le Racisme,
l'Antisemitisme et pour la Paix
10 Rue de Chateaudun
Paris IX, France

Dear Friends:

Thank you for your warm letter about Willie McGee. Thank you also for the wonderful struggle you are conducting in his behalf. We make a great point of the fact here in America that the struggle for McGee is far more than the struggle for the life of one Negro -- is in fact a most basic struggle for international peace and for democracy. It is very important that we should be informed of all the details of this struggle as carried forward in France. For that reason your letter is especially valuable.

I wonder whether it would be putting you to too much trouble if I ask you to suggest similar letters from the editors of various other journals?

I am forwarding your letter to Mr. Nat Ross, who is State Executive Secretary of the Civil Rights Congress of New York. I presume that this is the organization to which you have written directly. Mr. Ross will undoubtedly answer you directly, giving you his own personal thanks for your contribution. I will also take up the question of having a relative of McGee come to Paris. At this moment I cannot say whether this would be possible or not. You know that it is not easy for us to get passports for international travel. However, if it is at all possible, please believe that we shall do everything in our power to facilitate it.

Let me thank you again, but let me also say that if we should be unable to fulfill your request, you must understand the many difficulties which beset us. Even the money for travel is an enormous problem at this point.

Sincerely

Howard Fast

Howard Fast

Chers Amis,

Merci beaucoup pour votre ~~meilleure~~ lettre chaleureuse concernant WILLIE Mc GEE. Merci infiniment aussi pour la magnifique bataille que vous menez dans ce but.

Il nous est très important, ici en Amérique, de savoir que la bataille pour Mc GEE dépasse de loin la bataille pour la vie d'un Noir - qu'elle est en fait, ~~une~~ plus une bataille de base pour la paix internationale et pour la démocratie.

Il est très important que nous soyons informés de tous les détails de cette bataille menée en France. Pour cette raison, votre lettre est spécialement appréciée.

Je me demande si cela vous dérangerait trop, si je vous demande de suggérer des lettres semblables d'éditeurs d'autres journaux variés.

Je fais poursuivre votre lettre à Monsieur Nat ROSS, qui est le secrétaire d'Etat exécutif du Congrès des Droits Civiques de NEW-YORK.

Je suppose que c'est à cette organisation que vous avez écrit directement. Monsieur ROSS vous répondra sans aucun doute directement, pour vous remercier personnellement de votre contribution.

Je poserais aussi la question pour faire venir à Paris un parent de WILLIE Mc GEE. Pour l'instant je ne peux dire si cela sera possible ou non. Vous savez qu'il n'est pas facile pour nous d'obtenir des visas de voyage international. Cependant, si cela était possible, veuillez croire que nous ferons tout ~~raisonnable~~ tout ce qui est en notre pouvoir pour faciliter cela.

Laissez moi vous remercier encore, mais laissez aussi vous dire que si nous sommes dans l'impossibilité de répondre à votre requête, vous devez comprendre les nombreuses difficultés qu'elle comporte. Même l'argent du voyage est un énorme problème sur ce point.

Sincèrement,

Howard FAST

Je vous écris parce que nous venons d'apprendre que le Cour Suprême des Etats-Unis vient de rejeter l'appel de Willie Mc Gee. La conséquence, sa mort devient presque inévitable - en termes légaux - dans un délai de trente jours.

Cette condamnation cynique (callous) d'un autre Noir innocent si tôt après l'affaire des Sept de Martinsville et si tôt après l'action entreprise contre le Dr Dubois, souligne la détermination sauvage du gouvernement Truman de continuer sa campagne de terreur sanglante.

Je vous demande instamment, à vous et vos amis, de considérer cette affaire autrement même que comme l'affaire des Sept de Martinsville. Mc Gee est en prison depuis 3 ans. Durant ce temps il a été condamné et recondamné à mort plusieurs fois et le sursis a été obtenu plusieurs fois. On peut se demander combien de fois un homme peut mourir. Le problème de la vie ou de la mort de Mc Gee est une affaire politique. La tragédie personnelle et les souffrances d'un homme mises à part, il faut remarquer que la décision cynique de le mettre à mort a une signification nationale et internationale qui ne saurait être exagérée.

La lutte pour la vie de Mc Gee est devenue le symbole de deux choses: tout d'abord, du désir de paix du peuple noir opprimé et, deuxièmement du désir de paix des masses d'américains progressistes blancs et des simples gens d'Afrique. Ceci est une évaluation politique exacte. De même que dans le cas des sept de Martinsville, mais d'une façon encore plus évidente, le sort de Willie Mc Gee est exigé par les forces de guerre des américaines afin de pouvoir porter un coup terrible à tous ceux qui travaillent et luttent pour la Paix.

Il ne faut pas que Willie Mc Gee meure. S'il meurt, croyez-moi, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents à travers le monde en subiront le contre-coup. Chacune de ces affaires est une pierre de touche dans la marche à l'horreur et à la terreur aux Etats-Unis. Chaque fois que nous ne parvenons pas à empêcher l'exécution de martyrs innocents, le gouvernement réplique par une nouvelle accentuation de la terreur et de l'oppression. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de présenter le problème de façon plus dramatique. Je ne crois pas que sa signification politique (ses implications) aient besoin d'être soulignées plus que je ne le fais. Ici même, nous allons combattre au maximum pour la vie de cet homme. Nous le faisons, comprenant très bien quels enjeux formidables en dépendent. C'est très précisément ce que je désirais vous faire savoir.

Honora East

Depuis plusieurs années Willy Mac Gee est emprisonné. Son crime ! il est noir et en vertu de cela il est condamné à la peine capitale. L'accusation portée contre lui n'a pas fait long feu, mais le verdict de mort est maintenu. Ce n'est pas un ~~acte~~ acte isolé. Il fait suite à l'assassinat des 7 innocents de MARTINSVILLE, des procès contre les 6 jeunes noirs de TRENTON, des lynchages légaux d'hommes noirs; Il s'inscrit dans le cadre d'une politique fasciste qui tente de se justifier sous des prétextes odieux et mensongers. Pendant ce temps on exploite encore plus durement des milliers de noirs, on prépare les contingents des hommes "libres" que l'on fera tuer.

En Afrique Noire, de nombreux jeunes sont en prison, sans jugement ou avec des jugements scandaleux qui font frémir d'indignation tous les honnêtes gens. Leur crime ! Vouloir se débarrasser des chaînes qui les entravent, de la "justice" colonialiste qui les oppresse, qui les tue. Même chose à MADAGASCAR, en ALGERIE et partout dans le monde. Même chose en FRANCE. Les brutalités policières contre les travailleurs algériens réclamant de meilleurs salaires en témoignent.

A l'origine de toutes ces persécutions nous trouvons partout la volonté d'une poignée d'hommes, de conserver les privilèges acquis dans le sang des travailleurs, de conserver ces privilèges par la répression, par la guerre.

Mais plus forte que ces menées sanglantes, s'élève dans le monde entier la voix de la justice. Plus forte que les désirs de tuerie sanglante d'une poignée d'hommes avides de gain et de pouvoir s'élève de tous les pays, une clameur, immense, débordante, que rien ne peut arrêter, celle des hommes épris de paix et d'humanité.

Pour la deuxième fois, ce soir, PARIS clame son indignation envers la sentence prononcée contre Willy Mac Gee. A cela s'ajoute la voix des jeunes mineurs du nord, des Etudiants de Rennes, de Tours, des jeunes ouvriers de Marseille, des étudiants nord-africains, des étudiants et lycéens vietnamiens de PARIS, de nombreuses personnalités de France et du monde entier.

Les jeunes dans leur ensemble, condamnent avec force cet acte de barbarie fasciste. Ils se souviennent des menées de la Gestapo durant l'occupation, arrachant des bancs de l'école les jeunes juifs pour les livrer à la fusillade et aux fours crématoires

Ces milliers de protestations, jointes à celles des jeunes et des peuples du monde, feront reculer les assassins des 7 jeunes noirs de Martinsvilles. Le racisme des TRUMAN et des milliardaires américains, de nos dits gouvernants et autres, misérable manœuvre tendant à détourner les esprits pour mieux les avilir nous montre combien leurs désirs d'oppression est grand, combien ils se pressent pour lancer le monde dans une nouvelle tuerie monstrueuse.

La répression organisée contre les travailleurs algériens en France implique pour nous une vigilance accrue. Le racisme et l'antisémitisme dont font preuve nos gouvernants à l'image de ce que font les dirigeants et le Klu Klu Kan américains, montrent une volonté de fascisation plus grande.

Nous pouvons affirmer que ces désirs sanglants, d'hommes vomis par l'unanimité des Peuples, se heurteront à l'action unie de toute la jeunesse. Les succès grandissants des jeunes dans la préparation du Festival de Berlin sont autant de protestation contre l'arrêt de mort frappant Willy Mac Gee. Le rassemblement

Vendredi 4 Mai 1951

R E S O L U T I O N

Les Parisiens et les Parisiennes réunis le 4 Mai 1951, salle Wagram, à l'appel du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix, et après avoir entendu les différents orateurs représentant le peuple de France; demandent la grâce du jeune noir WILLIE MAC GEE, condamné à mort pour un crime qu'il n'a pas commis.

Demandent que son procès soit révisé afin qu'il puisse recouvrer la liberté, après 5 ans d'emprisonnement.

Expriment leur sentiments de solidarité agissante à toutes les victimes de la barbarie raciste.

Expriment leur volonté inébranlable de combattre la propagande et les menées racistes et antisémites,

Elèvent une protestation indignée contre les rafles racistes "au faciès" organisées par la police le jour du 1er Mai et contre les brutalités policières dont furent victimes les Nord-Africains.

Elèvent une protestation solennelle contre l'interdiction par les autorités du meeting annoncé pour Samedi 5 Mai, salle Wagram afin de protester contre la répression qui sévit en Algérie et contre la levée de l'immunité du député algérien.

Paris le jeudi 3 Mai 1951

Rapport; Ch. Palant Salle Wagram le 4/5/1951

Mesdames, messieurs, chers camarades.

Trois jours avant la date fixée par les racistes américains pour assassiner Willy Mac-Gee, le peuple de Paris est venu en masse, à l'appel de notre Mouvement, pour crier avec force sa ferme détermination de ne pas laisser le crime se commettre.

Le peuple de Paris fort de sa tradition de lutte contre le racisme, se dresse ce soir contre la terrible menace qui pèse sur la vie d'un jeune noir américain accusé à tort, jugé sans avoir pu se défendre, condamné sans preuves.

Le peuple de Paris qui a rejeté avec horreur le racisme hitlérien, et dont la lutte contre l'occupant nazi était aussi la lutte pour sauver de la mort les innocents persécutés par Hitler, le peuple de Paris dit ce soir "Non le racisme ne passera pas".

Car le peuple de Paris reconnaît en Willy Mac-Gee et dans les 7 noirs de Martinsville, et dans les 6 noirs de Tremton, les frères de ces premiers persécutés de 1933 en Allemagne. Et notre peuple qui a reconnu la face sanguinaire des pogromistes de 1933 dans les assassins d'Oradour et qui reconnaît déjà, aujourd'hui les lyncheurs de Martinsville dans les coupables de ces horribles Oradours Coréens dit ce soir de toutes forces "Non le racisme ne passera pas. Barrage au racisme pour que cette fois la guerre non plus ne passe pas. Le Racisme c'est la guerre. La lutte contre le Racisme, c'est la lutte pour la Paix.

Dont il est un des germes C'est cette horreur du racisme, cette haine de la guerre ~~qui se porte en lui~~, que le peuple de France a manifesté et manifeste encore avec nous dans la campagne que mène notre Mouvement et son journal "Droit et Liberté" soutenus par les organisations démocratiques françaises et les plus hautes personnalités de la Science, des Arts, et de la Pensée.

Notre campagne pour Mac-Gee et les noirs de Martinsville et de Tremton a débuté dès le mois de juillet 1950

Campagne d'articles de presse, publications de résolutions, ont abouti, à la constitution d'un large comité de défense.

Une forte délégation de ce Comité de défense comprenant des Délégués du M.R.A.P. de la C.G.T. de la Fédération des Déportés, de l'Union française universitaire, des organisations de jeunesse parvint à forcer les portes de l'Ambassade des Etats-Unis à Paris où le Consul Général représentant l'Ambassadeur dut la recevoir et s'engager à transmettre à qui de droit la protestation de l'opinion française contre l'audace grandissante des racistes américains.

Nous ~~xxxx~~ tenant en contact avec les personnalités et les organisations qui mènent aux Etats-Unis mêmes la lutte contre le racisme, nous avons pu fournir à la presse française la documentation nécessaire sur le cas de Willy Mac-Gee et des autres noirs persécutés.

Nul n'a oublié le grand succès du meeting organisé par notre Mouvement, à la Mutualité, en pleine grève des transports parisiens.

Paris manifesta alors son indignation de voir remis en liberté 7 criminels de guerre allemands à Landsberg, tandis que les 7 noirs de Martinsville étaient, eux innocents, massacrés sur la chaise électrique.

La Carte Postale éditée par nous et distribuée par les grandes organisations démocratiques de ce pays connaît un grand succès et aide considérablement au développement de la campagne pour Mac-Gee ~~xxxxxxx~~

Nous devons aussi remercier pour leur ^{aide} grande compréhension les diverses organisations qui malgré les multiples tâches qui leur incombent nous ont réservé le plus fraternel accueil et ont ainsi permis le succès de notre manifestation de ce soir.
Organisation

Ainsi se vérifie toute l'actualité de la lutte contre le racisme et aussi le caractère conséquent de ce combat qui ne saurait être du ressort d'une seule organisation ou Mouvement si grands et si forts soient-ils.

La lutte contre le racisme, dont l'occupation a révélé jusqu'à quel niveau de bestialité il pouvait conduire, est aujourd'hui du ressort de toutes les organisations, de tous les Français attachés à la Liberté et à la Paix.

Mais nous ne devons pas qu'à combattre le racisme aux Etats-Unis. Si nous menons la présente campagne pour sauver Mac-Gee et d'autres noirs américains c'est parce que c'est aux Etats-Unis que se déroulent ces tristes événements.

Peut-être est-ce parce qu'ils se déroulent aux Etats-Unis à une cadence accélérée qu'ils tendent à se multiplier chez nous.

Nous avons eu à mener de vigoureuses campagnes de presse et d'affiches et à élever de vigoureuses protestations contre les rafles "au faciès" qui ont eu lieu, en plein Paris contre les Nord-Africains, selon les procédés hitlériens et vichistes des rafles anti-juives.
une police sous honneur est livrée à des rafles montées

C'est encore à Paris que l'on a tenté il y a peu de temps de projeter le film "le juif Suss"; c'est à Paris ou Bardèche à été acquitté que Lef. Celine, amnistié pourrait revenir; c'est dans les territoires coloniaux et les pays dépendants que subsiste et s'appesantit une sanglante oppression contre des millions de nos frères dits

de race inférieure.

Ainsi donc ce racisme que la défaite hitlérienne n'a pas emporté se développe à nouveau, et tandis qu'il est pour les exités du "Herrenvolk" l'école de la haine et du massacre, il se veut être pour l'opinion, un stade de la préparation idéologique à la guerre; à la guerre de Hitler que rêvent de reprendre ceux qui sont derrière le racisme renaissant.

Non au Racisme!.. Non à la guerre que le racisme contribue à préparer c'est ce qu'affirmeront les hommes et les femmes qui de toutes tendances, de toutes confessions, de toutes opinions, viendront de toute la France à la 3^e Journée Nationale Contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix, qui se tiendra le 20 Mai prochain à la Mutualité organisés par notre Mouvement.

Cette journée Nationale ~~xxxxxxxxxxxx~~ organisée par notre Mouvement ne sera pas seulement la journée du M.R.A.P.

Elle sera la journée de lutte du Peuple de France Contre le Racisme, à travers la participation de plusieurs milliers de délégués élus au cours de centaines de réunions dans les usines, les bureaux, les quartiers.

Elle sera la journée de lutte de toutes les organisations démocratiques, de tous les antiracistes, de tous les démocrates et de tous les républicains. De tous les hommes que lie le commun amour des hommes; de tous les Français que lie ^(aujourd'hui) la lutte commune pour la Paix.

Et vous qui, ce soir, et tant de fois déjà avez répondu à l'appel du M.R.A.P. dans vos organisations, sur le lieu de votre travail et dans vos quartiers; multipliez vos réunions et faites élire par dizaines les délégués à la 3^e journée Nationale.

Le 20 Mai prochain au Palais de la Mutualité, le peuple de France proclamera solennellement à l'adresse de ceux qui veulent ramener l'homme à l'état d'animal, pour mener les peuples à l'abattoir; à l'adresse de ceux qui veulent que s'entre-déchirent les Français pour mieux déchirer la France; à l'adresse de ceux qui ~~xxx~~ veulent le 8 Mai, dans 3 jours assassiner Mac-Gae, et que d'ici-là il faut faire lâcher prise. " Vous ne passerez pas /.."

A BAS LE RACISME, arme du fascisme, du colonialisme et des fauteurs de Guerre...

Vive ~~ix~~ la fraternité pacifique entre les hommes de toutes les races et de tous les peuples...

Vive l'amitié entre tous les hommes...

VIVE LA 3^e JOURNÉE NATIONALE CONTRE LE RACISME L'ANTISEMITISME ET POUR LA
P A I X

RESOLUTION SUR WILLIE MAC GEE

Un nouveau crime raciste vient d'être commis aux U.S.A. Après les Six Noirs de Martinsville, Willie Mac Gee a été électrocuté le 8 Mai.

Certains d'exprimer la douleur, l'indignation et la colère de tous les français et françaises, les délégués à la 3ème Journée Nationale contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix élèvent une protestation solennelle contre cet assassinat légal.

Les autorités américaines responsables de ce forfait, n'ont pas cru devoir ~~prendre~~ tenir compte de l'opinion mondiale.

Ce geste meurtrier défiant à la démocratie et à la justice, frappe au cœur de chacun de nous.

Nous saluons fraternellement la maman, la compagne et les cinq orphelins de Willie Mac GEE, cruellement frappés et nous adjurons le peuple américain de poursuivre sans se lasser sa lutte courageuse contre le racisme.

Dans l'union, continuons la lutte pour sauver les Six Noirs de Trenton, menacés de la chaise électrique.